



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE NEW DELHI

N°39 – Du 1^{er} au 7 décembre 2023

En bref

Afghanistan : Selon le porte-parole du gouvernement *de facto*, la Banque mondiale serait sur le point de reprendre ses projets inachevés en Afghanistan. Le gouverneur de la Banque centrale afghane fait la promotion du modèle de finance islamique pour le secteur bancaire afghan.

Bangladesh : Réduction du déficit commercial sur les quatre premiers mois de l'exercice fiscal. La croissance du crédit au secteur privé repart légèrement à la hausse, après dix mois de baisse. La croissance des salaires reste en dessous de l'inflation depuis près de deux ans. Des bailleurs bilatéraux et multilatéraux annoncent 8 Mds USD pour l'atténuation et l'adaptation à la COP28.

Bhoutan : La réglementation en place au Bhoutan, facteur de dissuasion des investissements directs étrangers.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : Publication par la RBI de son indice trimestriel des prix des logements. Performance des entreprises privées au cours du second trimestre 2023/24. *Politique monétaire* : Conseil de Politique monétaire de la RBI : taux directeurs inchangés, avec maintien du biais restrictif de l'orientation de la politique monétaire. Croissance du crédit bancaire à 15,3 % en octobre 2023. Publication par la RBI des données relatives aux encours de crédit des banques commerciales pour le second trimestre.

Maldives : Détérioration de la situation économique malgré des flux touristiques bien orientés.

Népal : La BASD annonce de l'assistance technique pour aider le Népal à mieux gérer ses risques climatiques. Le Népal devra attendre 2030 pour espérer modifier les clauses du traité commercial avec l'Inde.

Pakistan : Faillite de fait de la SME Bank : le gouvernement fédéral a approuvé le plan de remboursement des déposants proposé par la Banque centrale. Nécessaire élargissement de la loi sur la sécurité bancaire aux établissements de la microfinance. Désaccord sous-jacent entre le Pakistan et la Chine sur les conditions financières du projet de rénovation de la ligne ferroviaire « ML1 ». Rapport annuel 2022/2023 de la Security Exchange Commission of Pakistan (SECP). Une société chinoise acquiert une société pakistanaise dans l'énergie éolienne. La société textile Interloop prend le contrôle d'une société de bonneterie américaine.

Sri Lanka : Augmentation de l'inflation à 3,4% en g.a au mois de novembre. Baisse des financements extérieurs publics reçus par le Sri Lanka sur les neuf premiers mois de l'année 2023. Annonce de la création de l'Université internationale du changement climatique (ICCU) à la COP28.

Afghanistan

Selon le porte-parole du gouvernement *de facto*, la Banque mondiale serait sur le point de reprendre ses projets inachevés en Afghanistan

Selon le porte-parole du ministère des Finances du gouvernement par intérim, après deux années de négociations, la Banque mondiale serait disposée à relancer environ 45 projets en Afghanistan, qui étaient restés inachevés depuis la prise de pouvoir des talibans en août 2021. Parmi ces projets figure le « Central Asia-South Asia Electricity Transmission and Trade Project » (CASA-1000), un projet énergétique visant à exporter l'excédent d'hydroélectricité du Kirghizistan et du Tadjikistan vers l'Afghanistan et le Pakistan, pour lequel la Banque mondiale aurait contribué à hauteur de 24 M USD. Il est à noter que suite à l'arrivée des Talibans au pouvoir, la Banque mondiale, ainsi que tous les bailleurs internationaux, ont suspendu l'ensemble de leurs projets en cours en raison de la non-reconnaissance du régime taliban par la communauté internationale.

Les projets de la Banque mondiale couvrent divers secteurs tels que la construction, la santé, l'énergie et l'agriculture. L'administration talibane espère que la reprise de ces projets encouragera également le retour de la Banque asiatique de développement et stimulera ainsi la croissance économique du pays.

Cependant, à ce stade, il convient de noter qu'aucune documentation officielle de la Banque mondiale n'a été publiée pour confirmer la bonne reprise des projets, qui paraît suspecte étant donné que le régime taliban n'a toujours pas obtenu la reconnaissance de la communauté internationale, empêchant théoriquement la participation des banques de développement multilatérales telles que la Banque mondiale ou la Banque Asiatique de Développement (BAsD) de maintenir leurs opérations dans le pays.

Le gouverneur de la Banque centrale afghane fait la promotion du modèle de finance islamique pour le secteur bancaire afghan

Lors de la conférence annuelle de l'Organisation de comptabilité et d'audit des institutions financières islamiques (AAOIFI) et de la Banque islamique de développement, tenue à Bahreïn le 30 novembre dernier, le gouverneur de la Banque centrale afghane, Da Afghanistan Bank (DAB) a annoncé l'évolution totale du système bancaire et financier de l'Afghanistan vers une entité entièrement islamique. Bien que toutes les transactions à intérêt soient déjà formellement interdites dans le pays, cette décision vise à aligner davantage le système bancaire afghan avec les principes de la finance islamique.

Lors de la conférence, l'accent a été mis sur la volonté d'instaurer la transparence dans la politique monétaire, de préserver la valeur de l'Afghani (AFN) et de promouvoir la coopération dans le secteur bancaire islamique. Par conséquent, en marge de l'événement, le gouverneur de la DAB a rencontré des représentants d'institutions financières internationales, des présidents de banques centrales de pays islamiques, des diplomates et l'ambassadeur de Turquie à Bahreïn.

L'administration talibane, lors de la Journée internationale des banques le 4 décembre dernier, a également annoncé des efforts actifs pour améliorer les services bancaires en Afghanistan. Pour rappel, à ce jour, le système bancaire afghan est quasi-inexistant et souffre de réglementations et de pratiques désuètes, entravant les opérations domestiques et internationales et la bancarisation de la population, avec seulement 15 % de titulaires d'un compte bancaire. Par ailleurs, les restrictions imposées par la communauté internationale au système bancaire afghan, à compter du mois d'août 2021, a largement contribué à son affaiblissement.

Bangladesh

Réduction du déficit commercial sur les quatre premiers mois de l'année fiscale

Alors que les exportations sont stables sur un an passant de 15,9 Mds USD à 16,6 Mds USD sur juillet-octobre 2023, les mesures prises par le gouvernement et la Banque Centrale ont contribué à) réduire les importations de 20% de 25,5 Mds USD à 20,3 Mds USD. Le déficit de la balance commerciale est donc nettement réduit à 3,8 Mds USD. Malgré une légère baisse des transferts de fonds des expatriés de 4,4% à 6,9 Mds USD, le compte courant est positif à hauteur de 233 M USD.

Dans le même temps, le compte financier reste dans le rouge à -3,9 Mds USD sur les quatre premiers mois de 2023-24. Les IDE ont enregistré une contraction de 18% à 1,5 Md USD tandis que les crédits export passent de -1,3 Mds USD à -3,7 Mds USD, indiquant des remboursements largement supérieurs aux nouveaux emprunts.

Les réserves de change brutes continuent donc de se réduire, à 20,7 Mds USD fin octobre au sens du sixième manuel BPM6 de balance des paiements (définition retenue par le FMI), contre 27,5 Mds USD un an auparavant.

La croissance du crédit au secteur privé repart légèrement à la hausse, après dix mois de baisse

La croissance du crédit au secteur privé atteint 10,1% en octobre alors que cet indicateur avait atteint son plus bas niveau depuis octobre 2021 à 9,7% en septembre 2023. La croissance a largement ralenti, subissant 10 mois de baisse depuis novembre 2022 où l'indicateur atteignait 14,0%.

Le ralentissement du crédit au secteur privé s'explique par la contraction des importations, notamment de machines et de matières premières pour l'industrie, et par les hausses successives du taux directeur de la Banque Centrale rendant le crédit plus onéreux.

La croissance des salaires reste en dessous de l'inflation depuis près de deux ans

L'inflation a légèrement reflué en novembre à 9,5%, notamment grâce à une inflexion de l'inflation alimentaire passant de 12,6% en octobre à 10,8% un mois après. Néanmoins, l'indice des salaires des travailleurs peu ou non qualifiés n'a crû que de 7,7% en un an, soit une diminution de 2,2%, en termes de pouvoir d'achat.

La croissance des salaires reste en dessous de l'inflation depuis début 2022, les revenus du travail ne parvenant pas à suivre la vive augmentation des prix dans le contexte de la guerre en Ukraine.

Par ailleurs, l'informalité reste la norme au Bangladesh, avec un taux d'emplois informels de 84,9% en 2022 contre 87,5% en 2010 d'après les données du Bangladesh Bureau of Statistics. Les travailleurs informels ont un accès limité aux transferts sociaux, qui pourraient permettre de compenser la baisse relative des salaires.

Des bailleurs bilatéraux et multilatéraux annoncent à la COP28 8 Mds USD pour l'atténuation et l'adaptation

Le Bangladesh et une coalition de partenaires de développement ont annoncé à la COP28 à Dubaï le lancement de la Bangladesh Climate and Development Platform (BCDP), afin de catalyser les investissements pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. La BCDP sera en charge de créer une liste de projets climatiques, de produire une stratégie de financements et de mobiliser le secteur privé.

A cette occasion, les différents bailleurs ont rappelé leurs différents engagements passés et à venir, pour un total de 8 Mds USD. Sont intégrés par exemple la facilité RSF du FMI pour 1,4 Mds USD signée en janvier, les projets de l'AIIB (400 M USD), de la Banque Européenne d'Investissement (400 M USD) et de l'AFD (300 M USD).

Bhoutan

La réglementation en place au Bhoutan, facteur de dissuasion des investissements directs étrangers

Bien que le Bhoutan offre des opportunités d'investissement direct étranger (IDE), notamment dans le secteur de l'hydroélectricité, l'absence de politiques fiscales claires dissuade les investisseurs selon la Chambre de commerce et d'industrie du Bhoutan (CCIB).

Selon cette dernière, le défaut de transparence et de lisibilité des politiques fiscales décourage les investisseurs, malgré les efforts déployés par la Chambre pour accueillir des délégations à fort potentiel d'investissement. Tandy Wangchuk, présidente de la CCIB, a mis en avant l'importance d'une politique d'IDE claire et de directives appropriées pour atteindre l'objectif gouvernemental de 1,2 Md USD d'IDE d'ici 2034. Bien que le secteur de l'hydroélectricité ait été la principale cible des IDE, le gouvernement bhoutanais aspire à diversifier son économie en attirant des investissements dans des secteurs tels que le tourisme, l'agriculture et l'industrie manufacturière. Outre les obstacles bureaucratiques, les déficiences en infrastructures et le manque de main-d'œuvre qualifiée ont également considérablement entravé l'afflux d'IDE. Le Bhoutan compte aujourd'hui 101 projets d'une valeur de 515 M USD, selon le rapport annuel 2022 de l'IDE.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Publication par la RBI de son indice trimestriel des prix des logements

La RBI a publié jeudi dernier son indice trimestriel des prix des logements (IPH) pour le second trimestre 2023-24 (juillet-septembre), basé sur

des données des autorités d'enregistrement dans dix grandes villes.

Les données d'IPH pour l'ensemble de l'Inde et par ville sont disponibles sur le portail de la Banque (<https://dbieold.rbi.org.in/DBIE/dbie.rbi?site=statistics>).

La croissance de l'IPH pour l'ensemble de l'Inde (en glissement annuel) s'est infléchi à 3,4 % au T2 2023/24 contre 5,1 % au trimestre précédent et 4,5 % il y a un an.

La croissance annuelle de l'IPH a varié considérablement entre les villes - allant d'une croissance de 6,5 % à Chennai à une contraction de 0,2 % à Jaipur.

Performance des entreprises privées au cours du second trimestre 2023/24

La croissance des ventes (en glissement annuel) des sociétés privées non financières cotées a augmenté à 4,4 % au T2 2023/24 contre 2,1 % au trimestre précédent (22,6 % il y a un an).

Les ventes globales des 1 703 entreprises manufacturières privées cotées en bourse ont augmenté de 4,2 % (en glissement annuel) au cours du T2 2023/24 (0,1 % au T1 2023/24), soutenues par une plus forte croissance des ventes dans les secteurs de l'automobile, du ciment, des machines électriques et des produits pharmaceutiques.

Après avoir enregistré une croissance à deux chiffres au cours des neuf trimestres consécutifs précédents, les ventes du secteur des technologies de l'information (TI) se sont modérées pour atteindre 5,9 % au T2 2023/24.

Les sociétés de services non informatiques ont également enregistré une croissance des ventes plus faible à 1,9 % (en glissement annuel) contre 4,5 % au cours du trimestre précédent.

Les entreprises ont dû faire face à des augmentations significatives de dépenses de personnel sur le trimestre, qui ont augmenté respectivement de 11,4 % et de 15,8 %, en glissement annuel, pour les entreprises manufacturières et les entreprises de services non informatiques tandis qu'elles se sont

nettement ralenties à 7,7 % pour les entreprises informatiques (13,0 % au trimestre précédent).

Le ratio des dépenses de personnel par rapport aux ventes varie ainsi fortement en fonction des secteurs : il s'est établi à 5,5 %, 50,1 % et 10,8 % respectivement pour les entreprises manufacturières, informatiques et de services non informatiques au cours du second trimestre.

Il en va de même pour le bénéfice qui a augmenté respectivement de 30,1 %, 5,2 % et 22,7 % (en glissement annuel) pour les entreprises manufacturières, informatiques et de services non informatiques sur cette même période.

Politique monétaire

MPC de la RBI : taux directeurs inchangés

Conformément aux anticipations de marché, la RBI n'a pas modifié ses taux directeurs lors de la tenue de son Conseil de Politique Monétaire et elle a maintenu l'orientation restrictive de sa politique monétaire.

Elle a cependant modifié ses prévisions de croissance, à la faveur des derniers chiffres de comptes nationaux publiés le 30 novembre, en les portant de 6,5 % à 7 %. Elle a également accru ses prévisions pour le second semestre, la croissance du PIB étant revue de 5,9 % à 6,3 %. En revanche, les prévisions d'inflation sont restées inchangées à 5,4 %.

Croissance du crédit bancaire à 15,3 % en octobre 2023

Selon un récent rapport de la RBI, la croissance du crédit a atteint 15,3 % en octobre, contre 18,3 % un an plus tôt.

La croissance du crédit à l'agriculture et aux activités connexes s'est améliorée pour atteindre 17,5 % (en glissement annuel) en octobre 2023, contre 13,8 % il y a un an.

Le crédit à l'industrie a augmenté de 5,4 % (en glissement annuel) en octobre 2023 contre 13,5 % en octobre 2022. Parmi les principales industries, la croissance du crédit a été plus forte que l'an passé dans les secteurs métallurgique,

textile et agroalimentaire tandis qu'elle a ralenti dans les secteurs de la chimie et des infrastructures.

Le crédit au secteur des services a quant à lui augmenté de 20,1 % (en glissement annuel) en octobre 2023 par rapport à 22,5 % il y a un an, les institutions financières non bancaires (NBFC) et le commerce étant les principaux contributeurs.

Enfin, la croissance des prêts personnels a ralenti à 18,0 % en octobre 2023 contre 20,5 % il y a un an, en raison de la modération de la croissance du crédit au logement.

Publication par la RBI des données relatives aux encours de crédit des banques commerciales pour le second trimestre

La RBI a publié vendredi dernier son rapport trimestriel relatif à l'encours de crédit des banques commerciales.

La croissance du crédit bancaire (en glissement annuel) a ralenti pour atteindre 15,7 %, en septembre 2023, contre 18 % il y a un an ; en revanche, la croissance du crédit s'accélère dans les succursales rurales et semi-urbaines des banques.

Les prêts à l'industrie représentent près d'un quart du crédit bancaire total ; ils ont augmenté de 8,6 % (en glissement annuel) en septembre 2023 (12,3 % il y a un an) ; les prêts de trésorerie continuent pour leur part à enregistrer une forte croissance – qui se maintient à deux chiffres sur les six derniers trimestres.

Les prêts aux entreprises privées ont enregistré une forte croissance : ils ont atteint 14,9 % (en glissement annuel) en septembre 2023, contre 11,5 % au trimestre dernier et 14,7 % il y a un an.

La part des prêts personnels dans le crédit bancaire a progressivement augmenté pour atteindre plus de 30 %, contre 22 % il y a cinq ans.

La part des prêts octroyés à des femmes - dans le total des crédits bancaires ainsi que dans les prêts aux particuliers - augmente également au cours du trimestre.

Les banques du secteur privé ont continué à enregistrer une croissance du crédit plus rapide que les celles relevant du secteur public.

Maldives

Détérioration de la situation économique malgré des flux touristiques bien orientés

Après une croissance de 13,9% en 2022 et de 4,4% au 1^{er} trimestre 2023, l'activité a stagné au 2^{ème} trimestre, malgré une poursuite des arrivées de touristes (+13% sur les 10 premiers mois, grâce notamment à la réouverture du marché chinois intervenue le 18 janvier). Sur l'ensemble de l'année 2023, la Banque Mondiale prévoit une croissance de 6,5% en 2023 et une moyenne de 5,4 % au cours des deux prochaines années, tirée par l'augmentation du nombre de touristes (notamment avec la mise en service fin 2024 d'un nouveau terminal aéroportuaire à Malé). Ce niveau de croissance fait baisser le taux de pauvreté qui devrait tomber à 1,5% de la population en 2023. S'agissant des comptes publics, d'après les dernières données disponibles, sur les six premiers mois de l'année 2023, les dépenses budgétaires ont enregistré une forte hausse de 33% dans un contexte de campagne électorale (les élections présidentielles ont eu lieu en septembre dernier). Ainsi selon la Banque Mondiale, le déficit budgétaire devrait s'élever en 2023 à 12,4% du PIB (avec un déficit primaire à 8,9%). Le projet de budget 2024 du nouveau gouvernement n'inverse que légèrement la tendance puisqu'il prévoit un déficit de 11,8%. S'agissant des comptes extérieurs, selon la Banque Mondiale, le compte courant pourrait continuer à se détériorer, avec un déficit de 17,6% du PIB contre 16,8% en 2022, sous l'effet d'un creusement du déficit commercial induit par le niveau élevé de importations de biens d'équipement et de matériaux de construction. Fin octobre, les réserves de change ne s'élevaient qu'à 552 M USD, soit 1,9 mois d'importations.

Népal

La BASD annonce de l'assistance technique pour aider le Népal à mieux gérer ses risques climatiques

La Banque asiatique de développement (BASD) a récemment initié un nouveau programme d'assistance technique visant à évaluer les risques climatiques et naturels dans la région de l'Hindou Kouch Himalaya, au Népal.

L'Hindou Kouch, une chaîne de hautes montagnes s'étendant de l'Afghanistan au Bangladesh, abrite les plus grandes réserves de glace en dehors des régions polaires. Elle alimente dix grands fleuves qui sont essentiels pour la survie de 240 millions de personnes vivant dans les montagnes et de plus de 1,6 milliard de personnes en aval. En raison du réchauffement climatique, la région connaît une augmentation de température plus rapide que la moyenne mondiale. Si la température mondiale augmente de 3 °C, on estime que 75 % des glaciers du Bhoutan et du Népal pourraient fondre d'ici la fin du siècle, engendrant des pressions considérables sur les ressources hydriques, la sécurité alimentaire et énergétique, ainsi qu'une perte significative de biodiversité. Entre 1985 à 2014, les pertes économiques causées par des catastrophes dans cette région montagneuse ont atteint 45 Mds USD, dépassant de loin celles de toute autre région montagneuse.

La BASD, par le biais d'une assistance technique, entreprendra une analyse approfondie des risques climatiques, notamment les inondations, les glissements de terrain et les catastrophes naturelles comme les tremblements de terre. Cette analyse renforcera les capacités des gouvernements à évaluer les risques dans les bassins fluviaux prioritaires. Les résultats de ces évaluations serviront à élaborer des systèmes de déclenchement d'alerte précoce et d'améliorer la gestion des risques pour les futures infrastructures. Face à cette situation, Declan Magee, économiste principal de la Banque asiatique de développement, souligne l'urgence d'affecter des financements à des projets d'adaptation au climat au Népal.

Le Népal devra attendre 2030 pour espérer modifier les clauses du traité commercial avec l'Inde

Avec le renouvellement automatique du traité commercial entre le Népal et l'Inde en novembre, le Népal a manqué l'occasion de négocier et d'amender certains articles cruciaux pour accroître les échanges bilatéraux, affirment des experts du commerce de l'Observatoire du commerce, de l'économie et de l'environnement en Asie du Sud (SAWTEE). Signé en 1978 et renouvelé tous les sept ans, le traité n'a pas été modifié depuis octobre 2016. Les experts estiment que le gouvernement népalais aurait dû proposer des modifications lors de la réunion. Le Népal devra désormais attendre 2030 pour toute modification du traité.

Bien que le traité permette un accès au marché indien sans droits de douane ni contingentement pour les produits népalais, certains articles imposent des restrictions quantitatives sur des produits tels que le ghee végétal, le fil acrylique, les produits en cuivre et l'oxyde de zinc. Les experts regrettent également que le Népal ait raté l'occasion de négocier des amendements favorables à son commerce, notamment en supprimant l'accès en franchise de droit de douane pour certains produits agricoles en provenance de l'Inde. Ils soulignent la nécessité d'exclure de la liste réciproque des produits tels que l'agriculture, l'horticulture, la floriculture, les produits forestiers, le riz, les légumineuses, la farine, le bétail, la volaille, le poisson, les abeilles, la cire d'abeille et le miel.

Les experts insistent sur la nécessité de simplifier les critères d'origine, d'aborder les problèmes liés aux barrières non tarifaires et d'inclure la question des investissements dans le traité commercial.

Pakistan

Faillite de fait de la SME Bank : le gouvernement fédéral a approuvé le plan de remboursement des déposants proposé par la Banque centrale

La SME Bank qui résultait de la fusion en 2002 de la Regional Development Finance Corporation (RDFC) et de la Small Business Finance Corporation (SBFC) est une banque détenue à 93,89% par l'Etat. La mission de cet établissement de microcrédit visait à améliorer l'inclusion financière et soutenir les projets de financements en vue de créer des très petites entreprises.

Le gouvernement avait entrepris à trois reprises (2008, 2015 et 2018), sans succès, de privatiser cette banque. La banque est aujourd'hui en situation de banqueroute *de facto*, depuis septembre. Ses activités consistent désormais à gérer la situation de ses anciens employés et de ses anciens clients.

Alors que le secteur de la microfinance ne bénéficie pas de la loi de 2016 permettant aux clients des établissements bancaires de bénéficier de compensations en cas de faillite, la Banque centrale a obtenu du gouvernement - dans une situation budgétaire contrainte - de payer les retards de paiements de ses salariés et de rembourser -sur demandes des clients- leurs dépôts auprès de la SME Bank pour un montant maximal de 500 000 PKR (1750 USD au taux du jour).

Nécessaire élargissement de la loi sur la sécurité bancaire aux établissements de la microfinance

La « *Deposit Protection Corporation (DPC)* » a été créée sous forme de filiale de la Banque centrale à la suite du vote du « *Deposit Protection Corporation Act* » de 2016. Au 30 juin 2023, 98,9 % des déposants des banques conventionnelles et 98,7 % des banques islamiques étaient admissibles à la protection des dépôts en cas de défaillance bancaire. Dans la situation actuelle, hors établissements de microcrédit, seulement 52% de la valeur des dépôts des banques conventionnelles et 63% des dépôts bancaires

islamiques sont éligibles à la protection des dépôts.

Un mécanisme de protection des dépôts des établissements de la microfinance existe. Il oblige ces établissements à intégrer une partie de leurs bénéfices actuels dans un fonds de protection des déposants. Mais avec la dégradation des résultats financiers du secteur de la microfinance depuis la crise COVID, ces fonds (non mutualisés) ne permettent pas de faire face à une faillite.

Pour la DPC, afin d'éviter un risque de contagion du secteur du microcrédit aux banques commerciales qui résulterait d'une crise de confiance des clients, il conviendrait d'étendre rapidement la « loi DPC » aux établissements de microcrédit afin de faire en sorte qu'en cas de faillite l'essentiel de leurs clients puissent récupérer 80% au moins du montant de leur compte (ce qui n'est pas le cas actuellement).

Désaccord sous-jacent entre le Pakistan et la Chine sur les conditions financières du projet de rénovation de la ligne ferroviaire « ML1 »

La Division des affaires économiques (EAD) a exprimé son désaccord sur le résultat des négociations entre la partie chinoise et le ministère des transports ferroviaires, en particulier sur le volet financier (signature d'un paquet financier global qui ne détaille pas le coût des différents tronçons). Au terme de la discussion entre les deux parties, la partie chinoise avait proposé de ramener le coût du projet ML-I de son coût initial de 6,67 Mds USD à 5,8 Mds USD. La Chine propose de prêter en renmimbi avec un ratio d'endettement de 85 % et une période de remboursement de 15 à 20 ans sans délai de grâce et un taux d'intérêt de 3,5 %.

L'EAD a conseillé au gouvernement (i) de ne pas conclure l'accord de financement du projet Mainline-1 (ML-I) du Corridor économique Chine-Pakistan (CPEC) aux conditions proposées par la partie chinoise ; (ii) d'organiser un appel d'offres pour l'attribution des lots aux entreprises chinoises, puis de signer des accords commerciaux. Si l'avis de l'EAD est retenu, l'accord de financement global n'interviendrait qu'après ces étapes. En matière de conditions

financières générales, l'EAD propose au gouvernement de demander un ratio d'endettement de 90% et un prêt pour une période de 25 ans avec un délai de grâce de 10 ans à un taux d'intérêt de 1 %. Selon certains commentaires parus dans la presse, il apparaîtrait que dans la situation de fort endettement du pays, l'EAD pourrait vouloir encore revoir à la baisse le projet ML-I et se concentrer sur les seules parties du projet qui seraient rentables.

Rapport annuel 2022/2023 de la Security Exchange Commission of Pakistan (SECP)

Au cours de l'année, 27 446 nouvelles sociétés ont été enregistrées auprès de la SECP, ce qui porte le nombre total de sociétés enregistrées au 30 juin 2023 à 196 705.

Le secteur des institutions financières non bancaires a enregistré une croissance de 35,9 % de ses actifs au cours de l'année, tandis que le secteur des assurances connaissait une hausse de 34 % de ses revenus.

Ces bons résultats sont dus selon la SECP (i) à l'amélioration du cadre de la protection des titulaires de polices d'assurances ; (ii) à la forte baisse (non renseignée dans le rapport) de l'utilisation des plateformes boursières étrangères et des plateformes de cryptomonnaies. Cette deuxième réussite serait due à la collaboration réussie entre la SECP, Google, l'autorité pakistanaise des télécoms (PTA) et la Federal Investigation Agency (FIA).

Une société chinoise acquiert une société pakistanaise dans l'énergie éolienne

La filiale CRE International Co Ltd de la société chinoise CNNP Rich Energy Co Ltd a fait l'acquisition de *Super Success Investments Ltd* (SSIL), une société à capitaux pakistanaise dont le siège opère depuis l'île Maurice. Ce faisant, la société chinoise prend le contrôle de UEP Wind Power qui exploite et entretient une installation de production d'électricité éolienne de 99 MW dans la province du Sindh. Le montant de la transaction n'est pas mentionné.

La société textile Interloop prend le contrôle d'une société de bonneterie américaine

Interloop, l'un des trois plus grands exportateurs textiles du pays (production de jeans, de chaussettes, de cravates et de bonneterie), prend le contrôle de 64% de Top Circle Hosiery Mills qui produit pour le compte de marques américaines prestigieuses (Calvin Klein, Nautica, Dahlgren, Dockers).

Sri Lanka

Augmentation de l'inflation à 3,4% g.a au mois de novembre

Après quatorze mois de ralentissement continu de l'inflation, l'indice des prix à la consommation à Colombo s'est élevé à 3,4% en novembre 2023 contre 1,5 % en octobre en g.a. En novembre, les prix alimentaires ont continué leur baisse (-3,6% en g.a. contre -5,2 % en octobre). À l'inverse, l'inflation non-alimentaire a augmenté à 6,8 % en g.a en novembre, contre 4,9 % le mois précédent. L'inflation sous-jacente a diminué à 0,8 % en g.a. en novembre, contre 1,2 % en octobre. Cette hausse de l'inflation est conforme aux projections de la Banque centrale de Sri Lanka (CBSL) qui prévoit à moyen terme une stabilisation de la hausse des prix autour de 5%. Néanmoins, avec les augmentations d'impôts prévues dans le cadre du budget 2024 (passage de la TVA de 15% à 18%) et leurs effets potentiels de second tour, ainsi que les ajustements à la hausse des prix réglés par l'administration (électricité, carburants), une augmentation passagère de l'inflation est possible à court terme.

Baisse des financements extérieurs publics reçus par le Sri Lanka sur les neuf premiers mois de l'année 2023

Sur les neuf premiers mois de l'année 2023, les engagements de financements extérieurs des bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux se sont élevés à 1 479,3 MUSD, soit une baisse de 21% par rapport à 2022. Cette baisse s'explique par l'arrêt des nouveaux octrois de prêts par les

bailleurs bilatéraux du fait de la suspension des remboursements décidés par le gouvernement en avril 2022 et par la fin des financements d'urgence octroyés par l'Inde afin d'aider Sri Lanka à faire face à la crise qu'il a traversée en 2022. S'agissant des décaissements des bailleurs sur la période, ils se sont élevés à 1 516,3 MUSD (99% de ces décaissements étaient des prêts), soit une baisse de 20%. La majeure partie des décaissements (89%) provient des banques de développement multilatérales (essentiellement la Banque Asiatique de Développement, 35% des décaissements, et la Banque Mondiale, 29% des décaissements) et du FMI dans le cadre du programme agréé avec les autorités sri lankaises. S'agissant des financements bilatéraux, les bailleurs ont fortement réduit leurs décaissements, du fait de la suspension des remboursements. Seule l'Inde a continué ses décaissements pour des montants significatifs (142 MUSD) mais bien inférieurs à ceux de 2022 (855 MUSD). Sur la période, 62% du total des décaissements des bailleurs étrangers ont été destinés à l'appui budgétaire.

Announcement de la création de l'Université internationale du changement climatique (ICCU) à la COP28

Le président sri-lankais, Ranil Wickremesinghe, a annoncé la création de l'Université internationale du changement climatique (ICCU) lors de la COP28 à Dubaï. L'ICCU vise à relever les défis climatiques mondiaux à la suite de l'accord de Paris sur le climat. Le Président a souligné l'absence de changements institutionnels malgré les engagements mondiaux pris dans le cadre de l'Accord de Paris. L'ICCU, sera installée sur un terrain de 240 hectares, et spécialisée dans le domaine des sciences du climat. Son fonctionnement sera identique à celui d'une université internationale, et accueillera la collaboration et les contributions en provenance de tous les pays. Le Président a souligné le caractère mondial de la responsabilité climatique et a annoncé le soutien initial du Bangladesh, des Seychelles et de la Moldavie à l'ICCU. Il a appelé la communauté internationale à s'unir pour agir en faveur du climat. Le lancement de l'ICCU marque une étape dans la

promotion de la collaboration internationale, de l'échange de connaissances et d'une réponse collective aux défis urgents posés par le changement climatique.



Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB-	Négative	C	C
Pakistan	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr

Service économique régional de New Delhi

Avec le concours des Services économiques du Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka

© DG Trésor